**SÉANCE RÉGULIÈRE
(2 octobre 2017)**

Une séance régulière du Conseil municipal de Notre-Dame-des-Pins est tenue le 2 octobre 2017 à 19 h 30 au lieu habituel des séances, le tout conformément aux dispositions du Code municipal de la Province de Québec.

Sont présents à cette séance :

Siège #1 - Julien Auclair
Siège #2 - Lyne Bourque
Siège #3 - Daniel Fortin
Siège #5 - Richard Bolduc
Siège #6 - Marcel Busque

Est/sont absents à cette séance :

Siège #4 - Poste vacant

Tous formant quorum et siégeant sous la présidence de Monsieur le maire, Pierre Bégin. Dominique Lamarre, directrice générale et Hugues Poulin, inspecteur municipal sont aussi présents.

1 - OUVERTURE DE LA SÉANCE

Après vérification du quorum, monsieur le maire déclare la séance ouverte.

262-10-2017

2 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Daniel Fortin et résolu à l'unanimité des conseillers présents que l'ordre du jour soit accepté en laissant ouvert le point Questions diverses.

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

263-10-2017

3.1 - Séance régulière du 5 septembre 2017

Copie du procès-verbal de la séance régulière du conseil tenue le 5 septembre dernier a été remise à tous les membres du conseil au moins 72 heures avant la tenue de la présente séance afin de leur permettre d'en prendre connaissance et ainsi nous dispenser d'en faire la lecture en séance;

En conséquence,

Il est proposé par Daniel Fortin et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le procès-verbal de la séance régulière du 5 septembre 2017 soit adopté.

264-10-2017

3.2 - Consultation publique du 5 septembre 2017

Copie du procès-verbal de la séance de consultation publique tenue le 5 septembre dernier a été remise à tous les membres du conseil au moins 72 heures avant la tenue de la présente séance afin de leur permettre d'en prendre connaissance et ainsi nous dispenser d'en faire la lecture en séance;

En conséquence,

Il est proposé par Lyne Bourque et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le procès-verbal de la séance de consultation publique du 5 septembre 2017 soit adopté.

4 - FINANCES-GESTION DES SERVICES

265-10-2017

4.1 - Acceptation des comptes

Il est proposé par Richard Bolduc et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la liste des déboursés soumise relative à septembre 2017 totalisant 151 458,08 \$ (Folio 350188) et 15 091,34 \$ pour les salaires nets soit acceptée et que lesdits comptes soient payés.

Le paiement de ces comptes sera effectué par les chèques # 10638 à # 10690 inclusivement, par prélèvement bancaire ainsi que par dépôt direct pour les salaires nets. La secrétaire-trésorière certifie que des crédits sont disponibles pour l'ensemble de ces dépenses.

4.2 - Permis de septembre 2017

La directrice générale fait la lecture de la liste des permis de constructions et rénovations, certificats d'autorisations ainsi que les installations septiques émis lors du mois de septembre 2017 et remis précédemment aux membres du Conseil qui reconnaissent en avoir pris connaissance.

4.3 - Suivi mensuel du budget

La secrétaire-trésorière présente le suivi du budget au 30 septembre 2017, lequel a été remis précédemment aux membres du Conseil qui reconnaissent en avoir pris connaissance.

266-10-2017

4.4 - Demande de don et commandite - Maison Catherine de Longpré

ATTENDU qu'une demande de don de la Maison Catherine de Longpré a été reçue au bureau municipal le 13 septembre 2017 pour leur campagne annuelle de financement.

ATTENDU que la demande répond à l'un des objectifs visés par la politique des dons et commandites de la Municipalité soit de soutenir les organismes régionaux venant en aide à la population locale;

ATTENDU que selon la politique des dons et commandites de la Municipalité, les dons dans le domaine de la santé sont limités aux campagnes majeures de financement;

Il est proposé par Julien Auclair et résolu à l'unanimité des conseillers présents de faire un don de 200 \$ pour la campagne annuelle de financement 2017 de la Maison Catherine de Longpré et ce, en autant que la MRC de Beauce-Sartigan ne contribue pas au nom de l'ensemble des municipalités de la MRC à cette campagne de financement.

5 - CORRESPONDANCE

5.1 - Bordereau des correspondances

Il n'y a aucune correspondance pour le mois de septembre 2017.

6 - LÉGISLATION

6.1 - Avis de motion / Règlement 263-164A-2017 modifiant le règlement de zonage

Le conseiller Lyne Bourque donne avis qu'un règlement # 263-164A-2017 modifiant le règlement de zonage afin d'ajouter l'usage *Établissement scolaire* à la zone commerciale C-20 et de modifier les dispositions applicables à un projet intégré afin de réduire la largeur des allées véhiculaires privées sera adopté lors d'une prochaine séance de ce conseil.

267-10-2017

6.2 - Demande de la Commission scolaire de Beauce-Etchemin pour une modification au règlement de zonage

ATTENDU que la Commission scolaire de Beauce-Etchemin prévoit l'agrandissement de l'école L'Éco-Pin;

ATTENDU que la construction prévue est sur trois étages;
ATTENDU que le règlement de zonage ne permet pas la construction d'un bâtiment de trois étages dans cette zone;
ATTENDU que la nouvelle construction est perçue comme étant de 3 étages depuis l'approche sud mais de 1 étage depuis l'approche nord et le centre de la Municipalité;
ATTENDU qu'étant donnée la topographie du site, l'impact visuel du 3 étages est minime;

Il est proposé par Marcel Busque et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'enclencher le processus afin de modifier le règlement de zonage de la Municipalité pour permettre les constructions de 3 étages dans la zone P-40.

268-10-2017

6.3 - Adoption / 1er projet de règlement numéro 265-164A-2017

Les membres du conseil disposant du projet de règlement depuis plus de 72 heures, monsieur le maire demande à la directrice générale de résumer les grandes lignes du projet de règlement 265-164A-2017.

RÈGLEMENT NO 265-164A-2017 modifiant le règlement de zonage

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Richard Bolduc et résolu unanimement que le règlement 265-164A-2017 soit, et est adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit: voir texte complet au registre des règlements.

269-10-2017

6.4 - Demande de dérogation mineure 2017-03

ATTENDU la demande de dérogation mineure déposée par le propriétaire du lot no. 3 628 769 situé au 2610, 1re Avenue afin de permettre l'empiètement en marge avant de la 26e Rue pour l'agrandissement de sa résidence;
ATTENDU que la norme exigée à l'article 7.3 du règlement de zonage est de 7,5 mètres;
ATTENDU que le requérant aimerait réduire cette marge avant à 6,4 mètres;
ATTENDU que le terrain du requérant est atypique;
ATTENDU que le CCU a émis une recommandation le 14 septembre 2017;

Il est proposé par Julien Auclair et résolu à l'unanimité des conseillers présents: QUE le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure 2017-03 afin de permettre l'agrandissement de la résidence située au 2610, 1re Avenue (lot no. 3 628 769) en réduisant la marge avant à 6,4 mètres; QU'un plan d'implantation réalisé par un arpenteur géomètre sera exigé au demandeur pour l'obtention de son permis de construction afin de s'assurer du respect de la marge avant de 6,4 mètres; QU'une vérification de cette mesure sera faite sur place par la Municipalité après la réalisation des travaux afin de s'assurer du respect de la présente dérogation mineure.

270-10-2017

6.5 - Demande de dérogation mineure 2017-04

ATTENDU la demande de dérogation mineure reçue pour permettre l'empiètement en marge avant de la 30e Rue pour la construction éventuelle d'un établissement scolaire sur le lot projeté no. 6 153 870, plan projet de lotissement de Francis Carrier a.-g. du 13 septembre 2017, minute 12 308;
ATTENDU que la norme exigée à l'article 7.5 du règlement de zonage est de 7,5 mètres;
ATTENDU que le requérant aimerait réduire cette marge avant à 1 mètre;
ATTENDU que le projet est situé dans la zone commerciale C-20;
ATTENDU la situation particulière de la 30e Rue qui possède une surlargeur d'environ 15 mètres vis-à-vis du lot projeté no. 6 153 870;
ATTENDU que le CCU a émis une recommandation le 14 septembre 2017;

Il est proposé par Marcel Busque et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le conseil municipal accorde une dérogation mineure permettant de réduire la marge avant à 2 mètres sur le lot projeté no. 6 153 870, plan projet de lotissement de Francis Carrier a.-g. du 13 septembre 2017, minute 12 308 pour permettre la construction d'un établissement scolaire.

7 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Le président d'assemblée ouvre la période de questions à 19 h 40. Après une intervention, la période de question est fermée à 19 h 43.

8 - TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES

271-10-2017

8.1 - Calibration des débitmètres conforme aux exigences du MAMOT

ATTENDU que la Municipalité est soumise à l'obligation d'effectuer annuellement la calibration de ses débitmètres;

Il est proposé par Marcel Busque et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'octroyer le mandat pour procéder à la calibration des débitmètres de la Municipalité en 2017 à Les Compteurs Lecomte pour la somme de 2240 \$, incluant les frais de déplacement, avant les taxes applicables.

272-10-2017

8.2 - Entretien hivernal de la 20e Rue

ATTENDU que le décret 813-2017 concernant les routes dont la gestion incombe au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports a été publié dans la Gazette officielle du Québec le 30 août 2017; ATTENDU que suite à l'adoption de ce décret, la 20e Rue est désormais sous la responsabilité de la Municipalité entre la route 173 et le rang St-Charles pour une longueur de 1,97 kilomètres; ATTENDU la proposition du Ministère de poursuivre l'entretien hivernal de cette route pour la saison hivernale 2017-2018;

Il est proposé par Daniel Fortin et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'autoriser le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports à réaliser l'entretien hivernal de la 20e Rue pour l'hiver 2017-2018.

273-10-2017

8.3 - Acceptation finale des travaux de pavage de la 3e Avenue - Pavage de Beauce

ATTENDU que la MRC de Beauce-Sartigan a rédigé le certificat de réception définitive des travaux de pavage de la 3e Avenue réalisés en 2015 par Pavage de Beauce; ATTENDU que le bon d'entretien n'a pas encore été émis par Pavage de Beauce;

Il est proposé par Lyne Bourque et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE procéder à la réception définitive des travaux de pavage de la 3e Avenue réalisés en 2015 par Pavage de Beauce; QUE la libération de la retenue finale soit versée après la réception de la garantie d'entretien de 2 ans que Pavage de Beauce doit fournir à la Municipalité.

274-10-2017

8.4 - Surdimensionnement des conduites du prolongement de la 4e Avenue et 36e Rue - recommandation de paiement no. 1

ATTENDU la réception de la recommandation de paiement de la MRC de Beauce-Sartigan du 2 octobre 2017 pour les travaux de surdimensionnement des conduites effectués par Excavation Notre-Dame inc. pour le prolongement de la 36e Rue et de la 4e Avenue pour la somme totale de 13 689,44\$, taxes incluses; ATTENDU que le paiement de ces travaux, réalisés en 2016, était prévu au budget de l'année 2016;

Il est proposé par Julien Auclair et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE procéder au paiement de la somme de 13 689,44 \$, taxes incluses à Excavation Notre-Dame inc. pour le surdimensionnement des conduites du prolongement de la 36e Rue et de la 4e Avenue; QUE cette somme soit prise à même le surplus accumulé de la Municipalité.

9 - QUESTIONS DIVERSES

275-10-2017

9.1 - Réparation de la camionnette

ATTENDU que des travaux de carrosserie doivent être effectués sur la camionnette de la Municipalité; ATTENDU que trois soumissions ont été reçues pour effectuer ces travaux;

Il est proposé par Richard Bolduc et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'accepter la soumission de Carrosserie Pierre-Luc Morin, débosselage et peinture pour la réparation de la camionnette au coût de 5 550 \$, avant les taxes applicables.

276-10-2017

9.2 - Acceptation du plan de lotissement Minute 11640 de Francis Carrier pour le prolongement de la 37e Rue

ATTENDU le plan projet de lotissement préparé par Francis Carrier a.-g. (minute 11 640 datée du 9 mai 2017) présenté par Excavation Notre-Dame inc. créant le prolongement de la 37e Rue;

Il est proposé par Lyne Bourque et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'accepter le plan projet de lotissement (minute 11 640 datée du 9 mai 2017) pour le prolongement de la 37e Rue.

277-10-2017

9.3 - Contestation des frais de parc du lotissement de la 37e Rue

ATTENDU qu'Excavation Notre-Dame inc. a demandé à la Municipalité de diminuer les frais de parc pour le lotissement du lot no. 5 573 587 pour le prolongement de la 37e Rue; ATTENDU que les frais de parc sont exigés en vertu du règlement de lotissement de la Municipalité;

Il est proposé par Daniel Fortin et résolu à l'unanimité des conseillers présents de ne pas modifier le règlement de lotissement.

278-10-2017

9.4 - Acceptation des plans et devis pour le prolongement de la 37e Rue

ATTENDU qu'Excavation Notre-Dame inc. a déposé des plans et devis pour approbation réalisés le 28 septembre 2017 par Equip Solutions pour le prolongement de la 37e Rue (PP16-095); ATTENDU que ces plans ont été vérifiés par le Service de génie de la MRC de Beauce-Sartigan afin de s'assurer du respect de la réglementation municipale et des règles de l'art dans ce domaine; ATTENDU que les modifications demandées par la MRC ont été effectuées sur les plans déposés; ATTENDU que les coûts du projet sont estimés à 413 040,22 \$ avec des contingences de 10 % et les taxes applicables; ATTENDU que du surdimensionnement de la conduite d'aqueduc est prévu sur une longueur de 185 mètres;

Il est proposé par Marcel Busque et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'approuver les plans et devis du 28 septembre 2017 réalisés par Equip Solutions pour le prolongement de la 37e Rue (PP16-095).

279-10-2017

9.5 - Entente avec Excavation Notre-Dame pour le prolongement de la 37e Rue

ATTENDU les articles 145.21 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q. ch. A-19.1) permettant d'assujettir la délivrance d'un permis de lotissement ou de construction, ou d'un certificat d'autorisation à la conclusion d'une entente entre un promoteur et la Municipalité portant sur la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures et aux équipements municipaux et sur la prise en charge ou le partage des coûts relatifs à ces travaux; ATTENDU le Règlement 212 - 2013 concernant les ententes relatives à des travaux municipaux; ATTENDU que le Promoteur désire procéder à la réalisation du projet de développement du prolongement de la 37e Rue; ATTENDU que le Promoteur reconnaît l'application du Règlement 212 - 2013

dans le cadre de son projet, reconnaît en avoir pris connaissance et s'engage à s'y conformer;

ATTENDU que le Promoteur reconnaît que le Conseil municipal a la responsabilité d'assurer la planification du développement du territoire de la Municipalité et, par conséquent, possède l'entière discrétion de décider de l'opportunité ou non de conclure une entente pour la réalisation de travaux municipaux, notamment pour l'ouverture des nouvelles rues, la prolongation de rues existantes ou la réalisation de tous les travaux en rapport avec les infrastructures et les équipements municipaux, incluant la prise en charge ou le partage des coûts relatifs à ces travaux, le tout tel qu'établi par le Règlement 212 - 2013;

ATTENDU l'avis préliminaire du Conseil municipal à l'effet que celui-ci est favorable au projet et ce, suite à la demande logée à cet effet par le Promoteur; ATTENDU qu'il y a lieu de définir les engagements réciproques des parties afin de permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le Promoteur s'engage à inscrire dans tous les contrats lors de vente des terrains que la pression d'eau rencontre les exigences minimales du code de plomberie mais qu'elle est sous les valeurs de pression recommandées selon les règles de l'art;

ATTENDU que le Promoteur s'engage à inscrire dans tous les contrats lors de vente des terrains que le terrain vendu n'est pas desservi par un poteau d'incendie (borne fontaine);

Il est proposé par Lyne Bourque et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'accepter le protocole d'entente tel qu'établi entre Excavation Notre-Dame inc. et la municipalité de Notre-Dame-des-Pins visant à définir les modalités légales, administratives et financières des parties concernant le prolongement de la 37e Rue;

D'autoriser le maire, M. Pierre Bégin et la directrice générale, Mme Dominique Lamarre à signer le protocole d'entente avec Excavation Notre-Dame inc. pour et au nom de la Municipalité.

280-10-2017

9.6 - Modification de l'entente avec Excavation Notre-Dame inc. pour la création de la 24e Rue

ATTENDU qu'Excavation Notre-Dame inc. a présenté une demande afin de remplacer le type de garantie d'exécution exigé à l'entente entre la Municipalité et Excavation Notre-Dame inc. pour la création de la 24e Rue;

ATTENDU que l'article 4.5 du règlement # 212-2013 concernant les ententes relatives à des travaux municipaux permet à la Municipalité d'accepter une garantie d'exécution donnée par le promoteur sous une autre forme jugée équivalente par la Municipalité qu'une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle émise par une institution financière dûment autorisée à ce faire; ATTENDU que la garantie d'exécution doit représenter une somme équivalente à 25% du coût estimé du total (taxes comprises) des travaux assumés par le promoteur;

ATTENDU que les travaux pour la création de la 24e Rue ont été estimés le 26 octobre 2015 par les ingénieurs de WSP à 332 246,34 \$;

ATTENDU que la garantie d'exécution à fournir par Excavation Notre-Dame inc. à la Municipalité doit être de 83 062 \$;

ATTENDU qu'Excavation Notre-Dame inc. a présenté deux quittances de ses fournisseurs pour une somme totalisant 46 747,44 \$ ainsi qu'une confirmation de paiements des dépenses payées par Excavation Notre-Dame inc. pour les salaires, matériaux et diésel de 38 278 \$ au 27 septembre 2017;

ATTENDU que l'entente signée le 18 janvier 2017 par Excavation Notre-Dame inc. et la Municipalité doit être modifiée afin de changer la forme de la garantie d'exécution exigible;

ATTENDU que des plans modifiés réalisés par WSP le 18 août 2017 ont été présentés;

Il est proposé par Julien Auclair secondé par Richard Bolduc et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

QUE la présente résolution abroge l'article 8.1 de l'entente entre Excavation Notre-Dame inc. et la Municipalité de Notre-Dame-des-Pins pour la création de la 24e Rue signée le 18 janvier 2017 afin de changer la forme de la garantie d'exécution et le remplace par ce qui suit, savoir:

"Le Promoteur doit, avant le début des travaux, transmettre à la Municipalité

une garantie d'exécution de toutes et chacune de ses obligations et s'engage à la maintenir valide pendant les travaux, soit jusqu'à l'acceptation provisoire de ceux-ci. Cette garantie devra être transmise à la Municipalité sous la forme d'une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle émise par une institution financière dûment autorisée à ce faire dans les limites de la province de Québec, payable à l'ordre de la Municipalité et encaissable suite à la signification d'un avis à l'institution financière de l'existence d'un défaut du promoteur. La Municipalité acceptera également que la garantie transmise prenne la forme de lettres de quittance des fournisseurs et d'une confirmation de paiements des obligations du Promoteur, tels que salaires, matériaux et diésel.

Peu importe la forme choisie par le Promoteur, la garantie d'exécution doit correspondre à un montant de 25 % du coût estimé du total (taxes comprises) des travaux assumés par le Promoteur.

Lors de l'acceptation provisoire des travaux, la Municipalité accepte la libération de la garantie d'exécution."

QUE l'article 5 de la même entente soit modifié de la façon suivante:

"Les travaux municipaux à réaliser sont décrits aux plans, devis et cahier des charges préparés par WSP, portant le numéro 141-22965-00 et datés du 18 août 2017, pour construction, lesquels sont annexés à la présente pour en faire partie intégrante."

281-10-2017

9.7 - Règlement N° 55-17 de la Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud

ATTENDU que la Régie Intermunicipale du Comté de Beauce-Sud a adopté le règlement portant le no 55-17 ayant pour objet d'adopter le budget nécessaire à l'exercice financier de l'année 2018 ainsi que les résolutions afférentes;

Il est proposé par Richard Bolduc et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la municipalité de Notre-Dame-des-Pins est favorable à l'adoption du règlement portant le no 55-17 de la Régie et ayant pour objet d'adopter le budget nécessaire à l'exercice financier de l'année 2018 et décrétant les modalités de paiement des quotes-parts des municipalités membres de la Régie Intermunicipale du Comté de Beauce-Sud ainsi que les modalités de facturation et de paiement des services rendus aux clients de la Régie Intermunicipale du comté de Beauce-Sud.

282-10-2017

9.8 - Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec - programmation des travaux 2014-2018 révisé

ATTENDU que la municipalité a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2014 à 2018;

ATTENDU que la municipalité doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

Il est proposé par Lyne Bourque et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

QUE la municipalité s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

QUE la municipalité s'engage à être la seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2014-2018;

QUE la municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de la programmation de

travaux jointe à la présente et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

QUE la municipalité atteste par la présente résolution que la programmation de travaux ci-jointe, comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de dépenses des travaux admissibles jusqu'au 31 mars prochain.

QUE la municipalité s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales fixé à 28 \$ par habitant par année, soit un total de 140 \$ par habitant pour l'ensemble des cinq années du programme;

QUE la municipalité s'engage à informer le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution.

283-10-2017

9.9 - Dimanches du Marchand - demandes 2017 et 2018

ATTENDU que la Municipalité a reçu une demande de contribution des organisatrices des Dimanches du Marchand et du Salon des Artisans pour la fin de l'année 2017 et l'année 2018; ATTENDU que ces activités profitent aux citoyens de Notre-Dame-des-Pins; ATTENDU que la tenue de ces activités contribue à favoriser une image positive et dynamique de la municipalité de Notre-Dame-des-Pins;

Il est proposé par Marcel Busque et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la Municipalité va contribuer aux Dimanches des Marchands et au Salon des artisans de la façon suivante:

- impression couleurs et un publipostage pour les Dimanches du marchand en 2017 et en 2018;
- impression couleurs et un publipostage pour le Salon des artisans en 2017 et en 2018;
- photocopies en noir et blanc des dépliants et affiches, selon les besoins en 2017 et 2018;
- location et service de démontage gratuits du centre communautaire pour les 6 activités des Dimanches du Marchand en 2018;
- location et service de démontage gratuits du centre communautaire pour les 2 journées d'activités du Salon des artisans en 2018;
- une contribution financière de 1 000 \$ pour les Dimanches du Marchand en 2018 pour aider à défrayer les frais de publicité de l'activité.

284-10-2017

9.10 - Mandat au ministre des Finances pour recevoir et ouvrir les soumissions prévues à l'article 1065 du Code municipal

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1065 du Code municipal, aucune municipalité ne peut vendre les bons qu'elle est autorisée à émettre en vertu d'un règlement, autrement que par soumission écrite ;

ATTENDU QUE les soumissions sont déposées via le Service d'adjudication et de publication des résultats de titres d'emprunts émis aux fins du financement municipal du ministre des Finances;

ATTENDU QUE l'article 1066 du Code municipal qui prévoit que le conseil d'une municipalité peut, par résolution, mandater le ministre des Finances pour recevoir et ouvrir les soumissions prévues à l'article 1065, pour cette municipalité et au nom de celle-ci;

Il est proposé par Lyne Bourque et résolu à l'unanimité des conseillers présents que, conformément à l'article 1066 du Code municipal, le conseil mandate le ministre des Finances pour recevoir et ouvrir les soumissions prévues à l'article 1065 du Code municipal, pour et au nom de la municipalité.

285-10-2017

9.11 - Vente de la remorque

ATTENDU que la Municipalité à procéder à l'achat d'une nouvelle remorque; ATTENDU que la vieille remorque n'était plus utilisée par les employés; ATTENDU que le conseil a demandé à ce que ce matériel excédentaire soit vendu en demandant des soumissions d'achat par le biais du bulletin municipal; ATTENDU que l'annonce de la vente de la remorque excédentaire est parue dans

le NotreDamois de septembre 2017;
ATTENDU que 3 soumissions conformes ont été reçues;

Il est proposé par Julien Auclair et résolu à l'unanimité des conseillers présents de procéder à la vente de la remorque auprès de celui qui a déposé l'offre conforme la plus élevée, soit M. Denis Drouin pour la somme de 151 \$.

286-10-2017

9.12 - Mandat au service de génie de la MRC de Beauce-Sartigan - rang St-Charles

ATTENDU que depuis quelques années, il y a une problématique récurrente dans une section du rang St-Charles;
ATTENDU que les travaux correctifs réalisés en régie interne n'ont pas été efficaces à moyen terme;

Il est proposé par Daniel Fortin et résolu à l'unanimité des conseillers présents de demander au Service de génie de la MRC de Beauce-Sartigan de proposer à la Municipalité une solution qui permettrait de corriger définitivement cette problématique.

287-10-2017

10 - CLÔTURE OU AJOURNEMENT DE LA SÉANCE

Il est proposé par Marcel Busque et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la séance soit levée.

Fermeture à 20 h 10.

Pierre Bégin,
Maire
trésorière

Dominique Lamarre,
Directrice générale et secrétaire-

Je, Pierre Bégin, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Pierre Bégin,
Maire